



ECONOMIE



Journées portes ouvertes

Trois jours d'enseignement et de partage sur les métiers de la mer

Le ministère des Infrastructures et des Transports, en collaboration avec celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a officiellement lancé hier mardi 16 avril 2019, à l'Université de Lomé, la première édition des Journées ...

PAGE 11

DOSSIER



Education

Le système éducatif togolais face aux enjeux de la technologie

Au rang des mesures annoncées pour la nouvelle année scolaire, 2018-2019, figure celle de l'interdiction dès le 1er janvier 2019, de l'utilisation des téléphones portables ...

PAGE 11

Après incendie / reconstruction de Notre-Dame de Paris

La Fondation du patrimoine collecte déjà plus de 300 millions

PAGE 4

Bourse

La BRVM « continue d'attirer des émetteurs »

Le Directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) Dr Edoh Kossi Amenounve a pris part mardi 16 avril à Lomé, à la première cérémonie de cotation d'Oragroup. La banque ...



PAGE 5



Remue-ménage au parti Les Démocrates

Que se passe-t-il avec Nicodème Ayao Habia?

Ex-gréviste de la faim, le président du parti politique Les Démocrates, selon plusieurs informations reprises par bon nombre de médias togolais, est en difficulté avec les membres de son parti. L'ancien député de l'Avé serait, à en croire des informations diffusées sur les médias et les réseaux sociaux, destitué de la tête de sa formation politique. Une information que Habia dément. Il parle même d'un complot.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Programme « Zokeke » : Une tournée de formation lancée

Les conducteurs de taxi-motos communément appelés Zémidjans, qui se sont inscrits au programme « Zokeke » bénéficieront d'une formation à l'issue de laquelle ils obtiendront leur permis de conduire. Lancé le lundi 15 avril 2019 par la Délégation à l'organisation du secteur informel (Dosi), cette formation se fera dans plusieurs localités. Il s'agit en effet d'une tournée organisée en partenariat avec la Direction des transports routiers et ferroviaires qui permettra au final à 1400 conducteurs d'obtenir leur permis de conduire Catégorie A et de se formaliser. 6 localités réparties sur toute l'étendue du territoire seront touchées pendant ...

PAGE 3

05 BP 328 Lomé -Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

RIDUTO & RIDUTO RICE sont des marques déposées.

1 kg ; 5 kg ; 25 kg ; 50 kg



SOMMAIRE

Algérie / Manifestations
Le président du Conseil
constitutionnel démissionne



P 4

Open Sky africain
Une «aubaine» qui peine à fédérer



P 5

FTF
Lancement d'appel d'offres d'un
DTN



P 9

PDGM
Lancement de deux licences en
Géologie minière et en Chimie
analytique à l'Université de Lomé



P 11

Journée mondiale de la santé 2019 Une conférence-débat en faveur de la Couverture santé universelle

Le bureau de la représentation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, ont organisé hier dans le cadre de la Journée mondiale de la santé (JMS) 2019 une conférence-débat pour un partage d'expériences sur les avantages et les interventions clés pour accélérer l'atteinte de la Couverture santé universelle (CSU).

Tout comme l'année dernière, le thème de la JMS de cette année est : « Couverture santé universelle : pour tous, partout et tout le temps ». Selon le Dr Ouedraogo, membre de l'équipe du bureau de l'OMS au Togo, les dix prochaines années sont proclamées « décennie de la Couverture santé universelle ». La CSU est en effet un idéal vers lequel il faut tendre.

Les Objectifs de développement durable en font un élément important pour la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. L'ODD 3 à sa cible 8 précise : « faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et

d'un coût abordable ». « La couverture santé universelle est nécessaire parce qu'elle fait en sorte que tous les individus, quels que soient leur statut social et leur lieu de résidence, aient accès tout le temps aux services de santé essentiels et de qualité dont ils ont besoin sans que cela entraîne des difficultés financières pour les usagers », a déclaré le représentant-résident de l'OMS au Togo, Dr Diallo Fatoumata Binta Tidiane. L'objectif de son organisation est qu'un milliard de personnes supplémentaires bénéficient de services de santé de qualité et de la protection financière dont ils ont besoin.

Malheureusement, l'on enregistre des difficultés comme le financement insuffisant de la santé, la faible disponibilité des services et le sous-investissement dans les personnels de



Table d'honneur

santé. Des efforts sont faits, mais il faudrait les intensifier. Le Togo à travers le secrétaire général du ministère de la Santé, le Dr Awoussi Sossinou, fait des promesses dans ce sens.

Le pays renforcera le volet formation et les structures de soins et prendra des mesures pour améliorer la collecte des données et prendra des dispositions pour promouvoir la recherche. Le Togo va aussi adapter les normes sanitaires au système de santé dans son ensemble et fera des réformes

progressives de l'assurance maladie.

Le ministère promet de mettre à jour la liste des médicaments essentiels, et faire en sorte qu'ils soient accessibles à un coût abordable. Il va aussi renforcer le contrôle de qualité du médicament. Le code de la santé voté en 2009 sera réévalué pour l'adapter aux nouvelles réalités. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire (PNDS), une revue de performance de mise en œuvre des activités sera faite. Les hôpitaux du Togo seront également

accompagnés pour élaborer de vrais projets d'établissements.

Le processus de contractualisation sera mis à échelle et le dialogue sera renforcé avec tous les acteurs. Aujourd'hui, les ménages contribuent au-delà de 50% aux dépenses de santé. L'objectif est de réduire sensiblement ces dépenses. Des mesures seront prises pour améliorer les dépenses publiques et aller vers la notion de budget-programmes afin d'éviter les improvisations.

Edem Dadzie



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... les 20 jours que va durer la tournée. Selon les organisateurs, les retombées de cette tournée de formation seront la création de 1400 entreprises de transport participant à la vie économique

du pays, dans la lignée des objectifs déclinés dans le Plan national de développement (PND 2018-2022).

Selon les autorités, le business informel occupe plus de 70% de la population togolaise. La Délégation à l'organisation du

secteur informel est l'organisme de l'Etat chargé de réorganiser ce secteur et à en tirer le meilleur pour l'économie nationale. Plusieurs initiatives dont des mutuelles ont été mis en place dans afin d'atteindre les objectifs que ce

sont fixés les premiers responsables de la Dosi. Il s'agit entre autres de la Mutuelle des artistes et journalistes du Togo (Muaj-Togo), de la Mutuelle des agriculteurs, pêcheurs et éleveurs (Muape), de la Mutuelle des conducteurs de taxi-

motos du Togo (Muctam-Togo). Le programme « Zokeke », initié par la Dosi, quant à lui, lancé l'année dernière est à sa phase pilote avec 182 conducteurs de taxi-moto accompagnés dans la formalisation de leurs activités.

Rachid

Elections locales

L'ANC y prendra-t-elle part ?

Bientôt le Togo tiendra les élections locales. Les différents partis politiques s'y préparent activement. Si l'on a enregistré un boycott massif de la part des partis de l'opposition radicale, notamment ceux qui ont fait partie de la Coalition des 14 lors des élections législatives passées, il faut s'attendre à ce que ces derniers, sinon la plupart, prennent part aux élections locales.

À la fin des journées de réflexion qu'une partie des partis membres de la Coalition a tenues, il était question de travailler à réunir les conditions pour leur participation effective aux élections locales que le gouvernement ne tardera sans doute pas à organiser. D'ailleurs la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) est déjà mise en place.

Le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Payadowa BoukpeSSI, dans une récente sortie, expliquait qu'il y aura peut-être trois

jours d'enrôlement pour ceux qui avaient boycotté sur instruction de la C14. Mais l'on est actuellement suspendu à la Ceni qui devrait incessamment dérouler son chronogramme.

A partir de ce moment, tous les partis qui souhaitent s'exercer à la gouvernance locale et toutes les personnes qui seront intéressées par les fonctions d'élus locaux devront agir sans tarder. L'histoire a montré à suffisance que les tergiversations et les chantages n'ont abouti qu'à la déception et à la désillusion. Ces élections sont très importantes pour le processus de développement du pays.

Les partis qui ne veulent pas rater ce rendez-vous avec l'histoire, parce que cela fait quand même près de trente ans que le Togo n'a pas organisé ces élections, ont intérêt à ne plus se laisser prendre au piège du boycott. En tout cas, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et certains membres de la Coalition semblent même regretter cet acte posé en décembre dernier.

D'ailleurs deux anciens partis de regroupement, à savoir, le Comité d'action pour le renouveau (Car) et l'Alliance des démocrates pour un Togo intégral (Addi) font aujourd'hui partie de la Ceni. Logiquement, ces deux partis devraient prendre



Jean-Pierre Fabre

part aux futures élections.

D'autres partis de l'ancienne Coalition vont aussi sans doute leur emboîter les pas. C'est peut-être le cas de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) de Jean-Pierre Fabre qui était en décembre dernier le chef de file du boycott. Selon les propos de l'ex-chef de file de l'opposition togolaise, le parti doit tout comme les autres d'ailleurs, être

prêt à n'importe quelle consultation électorale et à tout moment. « Un parti politique digne de ce nom doit toujours être prêt pour toutes les consultations électorales. Nous devons également nous mobiliser massivement pour que ces élections soient transparentes, équitables et acceptées par tous », a déclaré monsieur Fabre à l'endroit de ses militants il y a quelques jours à Atakpamé.

Edem Dadzie

Remue-ménage au parti Les Démocrates
Que se passe-t-il avec Nicodème Ayao Habia ?

Ex-gréviste de la faim, le président du parti politique Les Démocrates, selon plusieurs informations reprises par bon nombre de médias togolais, est en difficulté avec les membres de son parti. L'ancien député de l'Avé serait, à en croire des informations diffusées sur les médias et les réseaux sociaux, destitué de la tête de sa formation politique. Une information que Habia dément. Il parle même d'un complot.

Des collaborateurs du président du parti Les Démocrates ont visiblement des choses à reprocher à ce dernier. Ils l'accusent de mauvaise gestion, et surtout considèrent sa récente grève de la faim devant l'ambassade du Ghana au Togo comme une comédie. On se rappelle que vers la fin de l'année 2018, Nicodème Habia avait entamé une grève illimitée de la faim.

Il ne voulait pas arrêter tant que le processus électoral en cours n'était pas arrêté. Après une tentative infructueuse devant l'ambassade des Etats-Unis, il s'est installé définitivement chez nos voisins de l'ouest. Cela a d'ailleurs failli à un moment créer une sérieuse crise diplomatique entre le Togo et le Ghana.

Finalement l'ancien militant de l'Union des forces de

changement (UFC) a été évacué au pays de Nana Akufo-Addo pour y recevoir des soins adéquats après avoir été affaibli par plusieurs jours de privation de nourriture. Entre-temps l'on n'entendait plus parler de lui. Même les péripéties de la Coalition à laquelle il tenait tellement ne l'ont pas sorti de sa cachette.

Mais, ses camarades viennent visiblement de toucher le point sensible. En décidant d'exclure monsieur Habia du parti qu'il a bâti lui-même après sa démission de l'UFC, les membres du bureau du parti Les Démocrates ont réussi à faire réagir Nicodème Habia. Le fils de l'Avé n'est pas du tout tendre avec ses collaborateurs dont l'ancien député Adjamgba Agbessi. Monsieur Habia croit fermement que c'est un complot ficelé avec le



Nicodème Habia

parti au pouvoir.

De plus, il minimise l'action entreprise par ses camarades et ne se sent pas du tout inquiet. Pour lui, c'est une « tempête dans un verre d'eau avec des individus de mauvaise

foi à la solde du pouvoir. Ils ont profité de mon absence du territoire pour me poignarder dans le dos », a déclaré l'ancien député dans un communiqué publié quelques heures plus tard.

E. Dadzie

Après incendie / reconstruction de Notre-Dame de Paris

Une « collecte nationale » lancée par la Fondation du patrimoine enregistre déjà plus de 300 millions de promesse de dons

La flèche et une grande partie de la toiture de la cathédrale, emblème de la capitale française, se sont effondrées dans la soirée de lundi.

La Fondation du patrimoine a lancé, mardi 16 avril, une "collecte nationale" pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris, dévastée, lundi soir, par un violent incendie. La flèche et les deux-tiers de la toiture de la cathédrale, emblème de la capitale française, se sont effondrées dans la soirée, soulevant une vague d'émotion dans le monde entier.

"Tous les dons reçus seront intégralement versés pour la cathédrale Notre-Dame", assure la Fondation

du patrimoine, précisant qu'"aucun frais de gestion ne sera prélevé". Il est précisé que les dons sont déductibles de l'impôt sur le revenu (à hauteur de 66% du montant versé), de l'impôt sur la fortune immobilière (à hauteur de 75% du montant) et de l'impôt sur les sociétés (à hauteur de 60%).

Déjà plus de 300 millions de dons promis. Le groupe LVMH et la famille Arnault ont promis, mardi, un "don" de 200 millions d'euros pour ce chantier. La famille Pinault a annoncé



Vue partielle des feux emportant une partie de l'édifice

qu'elle allait débloquer 100 millions d'euros. La région Ile-de-France va, elle, verser 10 millions d'euros d'aide d'urgence.

"Des années de travaux" vont être nécessaires pour

reconstruire la cathédrale, a estimé le président de la Conférence des évêques de France, Eric de Moulins-Beaufort. Plus tôt, Bruno Retailleau, président du groupe Les Républicains

au Sénat, avait suggéré que l'Etat lance "une grande souscription nationale" pour reconstruire Notre-Dame de Paris, dans un tweet.

"Je suis complètement consterné parce qu'on était au démarrage d'un grand programme de restauration de la cathédrale (...) de l'ordre de 150 millions d'euros", a réagi sur franceinfo Michel Picaud, président de la fondation de mécénat Friends of Notre-Dame de Paris. "Victor Hugo avait sonné l'alarme sur l'état de la cathédrale et il y avait eu un programme de vingt ans de travaux de restauration au XIXe. Il va falloir faire pareil." Une enquête pour déterminer les causes de l'incendie a été ouverte par le parquet de Paris.

francetvinfo.fr

Bénin / Législatives 2019

Exclu du processus électoral, le parti de Yayi Boni part en campagne

Exclues de la compétition électorale faute de documents administratifs, les Forces cauris pour un Bénin émergent sont en campagne dans la huitième circonscription électorale.

Mobilisées comme si elles étaient en course pour les prochaines élections législatives, les populations de Tchaourou, ville natale de Boni Yayi, ont pris d'assaut les hameaux et villages de la commune pour exprimer leur désapprobation face à la situation pré-électorale. Avec des affiches aux couleurs du parti dont elles défendent les intérêts et d'autres papiers sur lesquels on peut lire aisément « pas d'élection

sans l'opposition », les populations poursuivent deux objectifs.

Pour les manifestants, les décideurs au plus haut niveau doivent prendre les choses en main et faire un pas en arrière afin de permettre à tous les partis politiques de participer aux prochaines élections. Dans ce cas, ils pourront voter pour les candidats de leur choix. La seconde attente de ces manifestants est d'appeler au boycott du vote. Les

populations ne pourront pas être insensibles à cette campagne dans la ville du leader charismatique des Cauris. Reste à savoir si les autorités administratives vont leur permettre de continuer la campagne alors qu'ils ne sont candidats à rien.

Les Forces cauris pour un Bénin émergent, parti enregistré au ministère de l'Intérieur sous l'ancienne charte électorale sont appelées à se conformer à la nouvelle loi. Mais le



Des manifestants

ministère de l'Intérieur qui est chargé de vérifier les pièces fournies par chaque parti et délivrer le récépissé provisoire puis définitif a dit avoir découvert des erreurs qui ne lui permettent pas de délivrer les pièces requises aux partis dont les Fcbe. Il faut rappeler qu'entre-temps, la Cour constitutionnelle

a enjoint au ministère de délivrer un certificat de conformité aux anciens partis qui devraient juste se conformer à la nouvelle loi. L'ancienne loi exige que les partis aient dix membres par département tandis que la nouvelle exige quinze membres fondateurs par commune.

T.M.

RDC / Locales

Lambert Mende dans le Sankuru, une candidature unique qui tourne à l'imbroglie politico-judiciaire

Félix Tshisekedi a demandé à la Ceni le report de l'élection du gouverneur de la province du Sankuru. En cause : Lambert Mende, porte-parole des gouvernements de Joseph Kabila, est le seul candidat en lice après l'exclusion de son principal adversaire.

Cet imbroglie politico-judiciaire est en passe de devenir une affaire d'État en RDC. Dimanche, alors qu'il se trouvait à Goma pour la seconde étape de sa tournée dans l'Est du pays, le président Félix Tshisekedi a demandé à la Commission électorale nationale indépendante

(Ceni) de reporter une nouvelle fois l'organisation de l'élection du gouverneur de la province de Sankuru. Le scrutin y avait déjà été reporté trois fois. D'abord fixé le 10 avril, il a été reporté au 13, puis au 15, avant ce nouveau report. Aucune nouvelle date n'a pour le moment été fixée.

Des reports multiples, dans cette province créée après la partition de l'ancien Kasai-Oriental, pour des élections dont la particularité est de n'avoir qu'un seul candidat en lice. En l'occurrence, celui qui fut le porte-parole des gouvernements de Joseph Kabila, l'incontournable Lambert Mende.

Le principal intéressé, pour sa part, s'étonne de ces multiples reports,

qui reposent sur ce qu'il qualifie de « fabrication ». « Il y a certains proches de mon adversaire, qui a été déclaré inéligible du fait de sa nationalité étrangère, qui s'amusent à faire croire aux autorités à Kinshasa qu'il y a une insécurité à Lusambo. C'est complètement faux », vitupère Lambert Mende, qui assure par ailleurs qu'une candidature unique n'est, en droit, pas illégale. Fin février, saisie par la Convention des Congolais

unis (CCU), le parti de Lambert Mende, la Cour d'appel de la province de Sankuru a invalidé la candidature de son opposant, Stéphane Mukumadi - qui était jusque-là un inconnu sur la scène politique -, au motif qu'il détenait une nationalité étrangère.

Suspendue sur décision du Conseil d'État, le scrutin du lundi 10 avril avait été reporté au samedi 13 par le président de la Ceni, Corneille Naanga, celui-ci jugeant que la mesure était « illégale ».

Jeune Afrique

Bourse

La BRVM « continue d'attirer des émetteurs »

Le Directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) Dr Edoh Kossi Amenounve a pris part mardi 16 avril à Lomé, à la première cérémonie de cotation d'Oragroup. La banque panafricaine devient par cette occasion la 46ème société cotée à la BRVM. La plus importante admission à la côte de la BRVM depuis sa création. Une situation qui reconforte les responsables de cette Bourse.

Cette introduction d'Oragroup à la Bourse régionale des valeurs mobilières vient augmenter le nombre de sociétés cotées à cette bourse. Il s'agit d'un moment historique pour la BRVM. Oragroup est la 46ème société cotée à la BRVM.

Plusieurs émetteurs s'intéressent à la BRVM. Un signe encourageant pour cette Bourse. « Notre Bourse continue d'attirer des émetteurs. Nous avons eu une dizaine au cours des cinq dernières années, vingt depuis la création. Je crois que c'est un signe encourageant pour la BRVM

et pour l'ensemble de notre sous-région », a déclaré le directeur général de la BRVM Dr Edoh Kossi Amenounve.

Indicateurs au vert

Les indicateurs de la BRVM sont revenus au vert depuis quelques semaines et la Bourse retrouve les couleurs. La mission de la BRVM est d'offrir l'opportunité aux investisseurs d'acheter et de vendre des actions des entreprises cotées en tout moment.

Depuis 2014, la BRVM développe des actions pour attirer de nouvelles entreprises. La Bourse

a enregistré au cours des 5 dernières années 9 nouvelles introductions. Elle veut aller au-delà de cette performance pour attirer plus d'entreprises.

Pour atteindre cet objectif, la BRVM effectue des actions de promotion dans les différents pays de l'Uemoa (Union économique et monétaire de l'Afrique de l'ouest). La Bourse a été créée pour « doter notre Union d'un instrument capable de donner la possibilité aux entreprises en se faisant coter, de lever des ressources et de participer au développement économique de la sous-région » a rappelé M. Amenounve. Il a encouragé



Dr Edoh Kossi Amenounve

les Etats de l'Union à continuer d'alimenter la Bourse par des privatisations. La BRVM invite aussi les sociétés d'Afrique de l'ouest à faire leur entrée.

Un troisième compartiment pour accompagner les PME

La BRVM a créé un troisième compartiment pour accompagner les Petites et Moyennes Entreprises (PME) à lever des ressources pour financer leur développement. Ce troisième compartiment a été créé depuis 2017. « Notre partition est de faire en sorte que les PME qui ont un fort potentiel de

croissance puisse venir sur le marché pour lever des ressources et financer leurs investissements à long terme », a déclaré Dr Edoh Kossi Amenounve.

La Bourse a également mis en place le programme « Elite ». Ce programme accompagne les entreprises sur une période de deux ans. 20 PME sont inscrites à ce jour. Elles suivent des cours et des séminaires de renforcement de capacité sur la gouvernance, le plan d'affaire, l'évaluation d'entreprise, la comptabilité... Le directeur général de la BRVM a aussi lancé un appel aux autres entreprises de l'Union à emboîter les pas à ces PME.

La Bourse régionale des valeurs mobilières est la 6ème Bourse sur le continent en ce qui concerne la capitalisation.

Félix Tagba

Open Sky africain

Une «aubaine» qui peine à fédérer

Officiellement lancé le 28 janvier 2018, le marché aérien commun en Afrique (MUTAA) ou Open Sky, inscrit parmi les douze projets prioritaires de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, avance à petits pas. A ce jour, seuls 28 pays sur 54 y ont adhéré, s'engageant à appliquer la décision de Yamoussoukro du 14 novembre 1999, en acceptant de complètement libéraliser les services de transport aérien à l'intérieur du continent africain, de libérer l'accès au marché, les droits complets de trafic de première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième libertés pour les services aériens réguliers et pour le fret aérien des compagnies qualifiées, tels que stipulés par l'accord. Le dernier en date est le Cameroun qui a rejoint l'entente le mardi 29 janvier 2019, ce qui a rejoué la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC).

Selon l'accord, les États africains signataires doivent faire sauter les obstacles fiscaux à la fois pour les passagers et les compagnies aériennes. Seulement, jusqu'à présent, parmi les signataires, seuls deux l'ont pleinement mis en œuvre.

L'on note par là le grand intérêt des pays africains disposant de grandes compagnies à voir la Mutaa se concrétiser, à l'image de l'Éthiopie, de l'Égypte ou encore de l'Afrique du Sud qui y voient une aubaine pour perpétuer leur domination sur le ciel africain. Une exception cependant, le Maroc traîne encore le pas, semblant redouter la concurrence des autres grandes compagnies et, de ce fait, préférant protéger les intérêts de la compagnie nationale, la Royal Air Maroc, qui pourrait se voir prendre des parts de marché sachant qu'elle opère actuellement sans concurrent sur l'écrasante majorité de ses lignes africaines.

Ainsi, annoncé comme le

projet phare du siècle pour l'industrie aéronautique du continent, la libéralisation du ciel du continent pourrait permettre aux compagnies africaines d'occuper une meilleure place au niveau mondial, même si ces dernières ne représentent, selon les dernières estimations de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), que 3% du trafic aérien mondial. Aussi, l'Afrique ne capitalise actuellement que 2,2% du trafic mondial, alors que les autres continents enregistrent de meilleurs chiffres.

Cette situation semble découler du fait que, comparativement aux autres, les compagnies aériennes africaines supportent les coûts opérationnels les plus élevés au monde. L'on note par exemple des coûts de carburant prohibitifs, des taxes et autres charges, des régimes douaniers « exagérés » et des environnements monopolistiques.

L'un des facteurs qui semblent

maintenir l'Afrique dans cette place non enviable dans le marché aérien mondial est la taxe de l'Etat, qui avec son coût onéreux, a une incidence sur le prix du billet d'avion de la compagnie aérienne. A noter que la fiscalité et la parafiscalité africaines, dans le secteur aérien, sont constituées d'une moyenne de douze redevances et taxes différentes. D'où le coût élevé du voyage à l'intérieur même des frontières africaines. Il faut compter par exemple une moyenne de 100 dollars sur le billet d'avion pour les pays d'Afrique centrale, contre des moyennes de quatre-vingt-quatre dollars pour l'Afrique de l'ouest, soixante dollars pour l'Afrique de l'est, quarante dollars pour l'Afrique australe et trente-cinq dollars pour l'Afrique du nord.

Dans ce sillage, la connectivité intra-africaine enregistre son plus bas niveau en 10 ans et n'atteint que 43% en 2018, contre 46,6% en 2007. Pendant ce temps, l'Europe affiche 67% contre 79% pour l'Asie du Sud-Est (ANASE) et 78% pour l'Amérique du Nord. Et encore, loin de ces performances, l'Association du transport aérien international (IATA) note que l'Afrique restera la région aérienne la plus faible du monde en 2019.

L'on peut aussi se poser la question de savoir si le manque de contrôle strict des subventions publiques accordées aux compagnies aériennes sur le continent par les autorités étatiques et indirectement par les aéroports n'y est pas pour quelque chose. Un laxisme

qui a comme conséquence une concurrence déloyale qui a le don de maintenir élevé les coûts du transport aérien intra-africain.

Récemment réunie dans la capitale éthiopienne (Addis-Abeba), les 10 et 11 février, pour les besoins du 32ème sommet de l'UA, la Commission de l'Union africaine (UA) entend faire adhérer au moins 40 États membres de l'Union à l'entente. Un an plutôt, le président togolais Faure Gnassingbé avait été désigné par ses pairs pour conduire l'opérationnalisation du Mutaa, en fédérant les pays hésitant au processus de libéralisation des transports aérien sur le continent. Des actions qui ont essentiellement porté sur le plaidoyer pour que tous les États membres rejoignent le marché ou encore l'harmonisation des accords sur les services aériens entre les États. Dans ses conclusions, l'envoyé spécial togolais entend, à travers ce processus, permettre aux compagnies africaines d'avoir une place prépondérante sur le marché africain, de réduire les coûts des obstacles réglementaires à l'interconnexion des villes, d'harmoniser les accords sur les services aériens entre les Etats, de renforcer les capacités des Etats membres et cellules, et enfin, renforcer l'agence d'exécution.

En principe, une fois mis en place, le Mutaa stimulera les investissements transfrontaliers dans les industries de production et de services, y compris le tourisme. Seulement, la mesure inquiète les

compagnies aériennes locales et son application est menacée par le déséquilibre qui existe entre les différents marchés. En effet, environ 70 % du ciel africain est dominé par des compagnies étrangères.

Pourtant, l'ouverture des marchés et l'accroissement de la connectivité de 12 pays africains clés signifieraient pour ces derniers la création de 155 000 emplois supplémentaires et un PIB annuel de 1,3 milliard de dollars, note l'IATA. Les voyages aériens sans restriction à l'intérieur du continent devraient aussi contribuer à promouvoir le commerce et les investissements transfrontaliers sur le continent.

Réunis à Kigali en février dernier à l'occasion du Sommet de l'aviation, les experts exhortent les décideurs à dépolitiser le secteur, mettre fin à la souveraineté et soutenir financièrement les compagnies aériennes afin de renforcer la coopération entre les blocs.

Pour rappel, les vingt-huit pays qui ont ratifié le MUTAA à ce jour sont l'Afrique du Sud, le Bénin, le Burkina Faso, le Botswana, le Cameroun, le Cap-Vert, la République centrafricaine, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, la Sierra Leone, le Swaziland, le Tchad, le Togo et le Zimbabwe.

www.financialafrik.com

Education

Le système éducatif togolais face aux enjeux de la technologie

Aurang des mesures annoncées pour la nouvelle année scolaire, 2018-2019, figure celle de l'interdiction dès le 1er janvier 2019, de l'utilisation des téléphones portables en milieux scolaires au Togo. Cette interdiction est motivée, selon le professeur Komi Tchakpélé (à l'époque ministre des Enseignements primaire et secondaire), par le mauvais usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication par les élèves en « passe de devenir un véritable fléau de notre temps par toutes les informations incontrôlées et incontrôlables qu'elles charrient ». Quatre mois après cette prise de décision, force est de constater que nombre d'élèves font toujours usage du téléphone en milieux scolaires. Que revêt aujourd'hui le système éducatif togolais sur tous ses plans ?



Téléphone portable, source de distraction

La révolution des technologies de l'information et de la communication bouleverse profondément les habitudes des sociétés africaines. Tous les secteurs sont touchés y compris l'éducation où le téléphone portable a fait une entrée fracassante. Les Smartphones, les androïdes et autres gadgets

connectés voyagent désormais avec les apprenants jusque dans les salles de cours. Ces nouvelles habitudes contribuent aujourd'hui à changer le comportement des élèves et des étudiants et accentuent les actes d'indisciplines et de tricherie.

Impacts de l'usage du téléphone en milieu scolaire

À l'école, à la maison, dans les rues, la journée comme tard dans la nuit, le téléphone portable ne quitte pas certains apprenants. Connectés en permanence aux réseaux sociaux, ces jeunes hommes et femmes abandonnent de plus en plus leurs cahiers pour s'attacher à ce nouvel outil de communication qui remplace leurs livres et leur permettent parfois d'accéder à une documentation plus fournie en ligne. Mais ce n'est pas le cas pour tous car certains l'utilisent pour passer du bon

temps avec des amis et loin de tout souci d'éducation ou de recherche. Ceci explique en partie le taux d'échec jusqu'en 2017 aux différents examens nationaux et les enseignants et élèves en sont conscients. La tricherie est devenue une mode à laquelle nombre d'élèves se fient. L'utilisation du téléphone portable peut nuire gravement à la qualité d'écoute et de concentration", précise le ministère en charge de l'Education. De plus, son usage est à l'origine d'une part importante des incivilités et

des perturbations au sein des établissements. En effet, bon nombre d'élèves, principalement au collège, ne sont pas attentifs en classe. Certains n'hésitent pas à envoyer des SMS durant le cours. Les enfants victimes du harcèlement scolaire sont aussi la cible de leurs camarades via les réseaux sociaux. Les téléphones portables peuvent

aussi susciter la convoitise, le vol chez les autres élèves. Aussi, beaucoup sont ces élèves qui font du téléphone portable un moyen de pression sur les enseignants en les filmant à leur insu en vue de faire circuler ensuite la vidéo sur des blogs. Défis lancés durant les cours puis diffusés dans les portables des camarades.

Les risques auxquels sont exposés les enfants



Des élèves en classe, accrochés aux tablettes

La majorité des experts reconnaît les conséquences sur la santé: comportements agressifs, sommeil perturbé, conséquences des ondes sur la stérilité, problèmes de vue à cause des écrans de téléphones, etc. En août dernier, les chiffres du baromètre 2017 de la santé visuelle pointaient du doigt un résultat inquiétant : 41 % des 16-20 ans éprouvent des difficultés à voir de loin alors qu'ils n'étaient que 29 % un an plus tôt. Selon l'Association française pour l'amélioration de la vie, le lien de cause à effet avec les écrans est indiscutable. En octobre 2017, ce sont les chercheurs de l'université d'État de San Diego qui alertaient sur le manque de sommeil des adolescents à cause des écrans. Ils ont calculé que 5 heures par jour sur les écrans augmentent de 50 % les chances de moins dormir. La dépendance des jeunes aux Smartphones est devenue un réel enjeu de santé publique. Des

pédiatres, des psychologues et des orthophonistes demandent aux autorités de réagir, de mener des campagnes nationales et de réaliser des études de terrain indépendantes, sans conflit d'intérêts avec l'industrie du numérique et de l'audiovisuel. Le crâne d'un enfant est moins développé et plus mince durant sa croissance, donc encore plus vulnérable aux effets secondaires de ces radiations. Les experts estiment donc que le cerveau d'un enfant est plus sensible aux dangers des rayonnements des ondes du téléphone portable. Selon l'Agence Internationale française pour la Recherche sur le Cancer: lorsqu'il est utilisé par les enfants, l'accumulation moyenne des radiofréquences est deux fois plus élevée dans le cerveau des enfants, et dix fois plus élevée dans la moelle osseuse, par rapport à l'utilisation du téléphone mobile par un adulte. La dépression:

l'utilisation des réseaux sociaux augmente aussi les risques de dépression, en particulier chez les adolescents qui les utilisent de manière passive (c'est-à-dire qu'ils regardent les photos des autres sans interagir ou en publier eux-mêmes). Troubles du sommeil : une augmentation des troubles du sommeil chez ceux qui dorment avec leurs téléphones. Générée par les diodes électroluminescentes (Led), la lumière de l'écran active 100 fois plus les récepteurs photosensibles de la rétine que la lumière blanche d'une lampe. Du coup, même avec une luminosité faible, l'écran du portable tient éveillé, retardant l'horloge interne et impactant la qualité du sommeil. L'exposition à la lumière (en particulier la lumière bleue) et l'activité sur écrans avant de dormir affecte les niveaux de mélatonine et

peut retarder ou perturber le sommeil. Exposition précoce à l'alcool, au tabac et au sexe: une étude anglo-saxonne a montré que les principales marques d'alcool ont renforcé leurs présences sur Facebook, Twitter et You Tube ces dernières années. Et que 12% des 10-19 ans ont déjà envoyé une photo à caractère sexuel à quelqu'un d'autre.

Tout ce constat n'enlève pas au portable, son utilité et certains enseignants en sont conscients. Au sortir des classes, entre l'école et le domicile, le téléphone portable peut permettre aux élèves de communiquer avec leurs parents en cas de difficultés ou lorsqu'un problème surgit. Il leur permet également de communiquer entre eux pour les besoins de leurs groupes d'études.

de la convention régissant les relations entre l'Etat et les confessions religieuses en matière d'enseignement confessionnel.

Pour relever davantage le défi de la qualité, la formation pédagogique des enseignants sera renforcée, avec notamment la construction déjà en cours d'une septième Ecole nationale des instituteurs (ENI) dans la région des Savanes, et la consécration à terme, de l'Ecole normale supérieure (ENS) d'Atakpamé à la formation pédagogique des inspecteurs et conseillers pédagogiques et au renforcement des capacités des enseignants. De même, la réforme se poursuivra au cours

primaire, avec l'élaboration, l'impression et la distribution progressives de nouveaux manuels, tandis que le rythme actuel d'innovation et de rénovation des programmes sera maintenu dans les collèges, voire accéléré avec l'introduction progressive des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation.

Les enseignants sont également mandatés de donner un enseignement de qualité aux élèves et de s'abstenir de tout traitement et punitions violentes allant à l'encontre des droits individuels et collectifs des enfants.

Source : education.gov.tg

Le gouvernement togolais s'engage

Les différentes contributions au sein du groupe de travail ont permis de mettre en évidence les plus importantes mesures engagées par l'Etat au cours des dernières années, pour répondre aux préoccupations et aux revendications des enseignants du secteur public, d'identifier les défis et besoins prioritaires auxquels le secteur de l'éducation demeure confronté, et de prendre connaissance des moyens et ressources budgétaires alloués au secteur de l'éducation. Grâce à la détermination de tous les acteurs, ainsi qu'à l'esprit de dépassement et au patriotisme de chacun, des engagements réciproques ont été pris, en vue de rétablir durablement le climat d'apaisement et de sérénité nécessaire au bon déroulement des activités pédagogiques et scolaires, de promouvoir la compréhension et la confiance mutuelles entre tous les acteurs de notre système éducatif, et de favoriser les conditions propices à la poursuite des efforts pour apporter des réponses adéquates et durables aux besoins et défis du secteur de l'éducation. Ainsi, la démarche inclusive et participative et l'approche globale dans la résolution efficiente et durable des défis de notre secteur ont été consacrées, et un consensus sur les principaux objectifs et priorités du système éducatif togolais a été établi. De façon particulière, le gouvernement a notamment consenti en faveur des enseignants.

Un plaidoyer pour la

sanctuarisation du budget de l'éducation pour l'année 2018, afin de permettre notamment les recrutements prévus des enseignants, et pour un accroissement des investissements et des ressources budgétaires alloués au secteur de l'éducation nationale. Une revalorisation supplémentaire des primes des enseignants pour l'année 2018, pour un montant d'un milliard de francs (1.000.000.000 F) CFA, et de deux milliards de francs (2.000.000.000 F) CFA pour l'année 2019, en plus des augmentations intervenues antérieurement. Un dixième de ces nouvelles augmentations de primes sera octroyé aux enseignants sur la base de critères de mérite, de rendement et de performance. L'institution, à partir de 2020, sera dotée d'un cadre de dialogue et de concertation entre le gouvernement et les acteurs du système éducatif, afin d'examiner de manière participative, les prévisions de dépenses budgétaires du secteur de l'éducation et les allocations de ressources pour faire face à l'ensemble des défis et besoins. En outre, le gouvernement a réaffirmé sa volonté de mettre en œuvre les mesures et les engagements adoptés depuis janvier 2017 en faveur de l'enseignement confessionnel, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la subvention de l'Etat, l'intégration de l'indemnité forfaitaire de vingt mille francs (20.000 F) CFA, et la signature

La responsabilité des parents pour une réussite éducative



En classe, se passer des téléphones pour mieux suivre les cours

L'utilisation des téléphones portables par les élèves relève essentiellement de la responsabilité des parents. Ils sont, a priori, les premiers à équiper leurs enfants d'un tel outil. Alors les parents sont appelés à se poser une série de questions: quelles sont les raisons pour lesquelles votre enfant souhaite avoir un téléphone portable ? Pensez-vous qu'il en ait besoin ? Est-il capable d'évaluer le temps passé sur son téléphone ? Quel forfait et quel type de téléphone pourraient lui convenir ? S'il s'agit de suivre la tendance, renseignez-vous auprès des autres parents d'élèves. Ont-ils vraiment tous acheté un nouveau téléphone ou votre enfant fait-il référence à celui de son camarade ? A l'inverse, est-il le seul de sa classe à ne pas en avoir un ? Le niveau d'étude de l'enfant est compatible au système de fonctionnement d'un téléphone ? Ses résultats scolaires sont-ils toujours bons ? Il faut avant tout dialoguer avec son enfant avant d'instaurer des sanctions et confisquer tout appareil mobile ou mettre en place un contrôle

de surveillance parentale.

Ce manque de confiance génère à la fois du stress et un sentiment de suspicion pour l'enfant, et une perte de confiance en soi du côté du parent. Que va-t-il chercher ? Qu'est-ce que cela lui apporte au niveau de son développement personnel, de sa sociabilité ? Il faut ensuite poser un cadre, des limites qui doivent être claires et évolutives.

Si l'Etat togolais interdit l'usage des téléphones portables en milieux scolaires togolais, les autres acteurs de l'éducation (enseignants, directeurs, parents d'élèves, etc.), doivent d'ores et déjà penser à comment contribuer pour l'atteinte de cet objectif. En attendant un projet de loi relatif à cette interdiction, voire son adoption, il est donc indispensable pour chaque établissement de penser à un règlement intérieur de l'utilisation des téléphones à l'intérieur des écoles. Les élèves, principaux concernés doivent faire preuve de bonne foi et de bon sens pour leur bien.

Réalisé par **Attipoe Edem Kodjo**

RIDUTO®

RIZ DU TOGO

1kg,

5 kg,

25 kg,

50 kg



Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé - Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

RIDUTO & RIDUTO RICE sont des marques déposées

Handiphotocap

Vers un autre regard sur le handicap

Les expositions se succèdent à l'Institut français, mais ne se ressemblent pas. Lundi, 15 avril 2019, dans la soirée, le public togolais a répondu présent au vernissage de l'exposition de photo de l'artiste photographe togolais Senyon Hodin. Dénommée « Handiphotocap », cette exposition permet de voir le handicap sous le prisme de l'art, plus précisément de la photographie et de l'infographie.



Senyon Hodin devant son œuvre

Avec son bâton de pèlerin, l'artiste Senyon est allé à la rencontre des personnes en situation de handicap. Il était important pour lui d'aller au-delà de ses préjugés à l'égard de ces personnes. « Au départ je ressentais un peu de la pitié pour les personnes », dit-il. Et c'est de là qu'est né son projet photographie axé sur le handicap.

Dans son aventure, le photographe togolais a fait connaissance avec des personnes exceptionnelles qui font preuve de beaucoup de dignité. D'une manière ou d'une autre, cette exposition est un cap vers un autre regard sur le handicap. Avec son outil d'écrire favori, le photographe Senyon

Hodin a réussi à retracer de manière positive à travers l'exposition photo, les parcours, les réussites, et les rêves des personnes en situation de handicap.

Dans ses différentes photos, l'artiste nous peint la joie, l'espoir vif de ces dames et hommes en situation de handicap rencontrés. Ces derniers doivent-ils forcément susciter de la pitié des personnes jouissant pleinement de toutes leurs facultés, soit physique ou mentale ? Le projet Handiphotocap nous donne une réponse fabuleuse.

Des personnes à la fois ordinaires et extraordinaires

Les tableaux de Senyon nous présentent des



personnes ordinaires et extraordinaires qui vivent au-delà de tout préjugé. Que ce soient, Tilaho, Kouboyo, Katakou, Barro, ou Sanvi, l'on observe des hommes et femmes fabuleux qui sont tout simplement bien dans leur peau.

Les tableaux nous révèlent qu'il y a une vie après le handicap. Le handicap n'est aucunement un frein à la réalisation et l'épanouissement d'une personne. Chaque personne, qu'elle soit en situation de handicap ou pas, est un humain qui peut contribuer au développement.

On peut observer au sein des tableaux produits par Senyon, une dame dans son magasin devant son étalage de pagne. Sur une photo, il y a également une dame au regard lointain dans une robe de mariage à la plage. Sur une autre, on peut observer un homme

dans un fauteuil roulant avec un sourire, tenant un lapin à la main.

Il est fascinant de constater à travers les différents tableaux de cet artiste, des personnes en situation de

cette exposition montrent des personnes certes en situation de handicap, mais qui ne se sentent pas du tout différentes des gens valides.

Tout est dans le regard porté sur l'autre. Senyon, pendant les cinq jours que court son exposition, invite tout un chacun à avoir un regard d'amour, de considération, un regard assez naturel à l'endroit des personnes en situation de handicap.

Parallèlement à cette exposition photo, des ateliers thématiques à l'instar de photo, slam, peinture, jeux de rôles et hip-hop. Des spectacles de marionnettes sur le handicap sont prévus le 17 avril et le 20 avril à l'Institut français du Togo. Par ailleurs,



Tableau de Senyon mettant en valeur un albinos passionné de la mode

handicap avec une énergie débordante, une réalisation incroyable et un rêve exceptionnel. Les tableaux présentés au cours de

l'exposition Handiphotocap est soutenue par l'ONG Handicap international humanité & inclusion.

Nadia Edodji

Lire

« Les Misérables » de Victor Hugo. Ed Beq, la Collection À tous les vents. Pp 58-60

« ...Les ondulations des plaines diversement inclinées où eut lieu la rencontre de Napoléon et de Wellington ne sont plus, personne ne l'ignore, ce qu'elles étaient le 18 juin 1815. En prenant à ce chant funèbre de quoi lui faire un monument, on lui a ôté son relief réel, et l'histoire, déconcertée, ne s'y reconnaît plus. Pour le glorifier, on l'a défiguré. Wellington, deux ans après, revoyant Waterloo, s'est

écrié : On m'a changé mon champ de bataille. Là où est aujourd'hui la grosse pyramide de terre surmontée du lion, il y avait une crête qui, vers la route de Nivelles, s'abaissait en rampe praticable, mais qui, du côté de la chaussée de Genappe, était presque un escarpement. L'élévation de cet escarpement peut encore être mesurée aujourd'hui par la hauteur des deux tertres des deux grandes sépultures qui encaissent la route de Genappe à Bruxelles ; l'une, le tombeau anglais, à gauche ; l'autre, le tombeau allemand, à droite. Il n'y a point de tombeau français. Pour

la France, toute cette plaine est sépulcre. Grâce aux mille et mille charretées de terre employées à la butte de cent cinquante pieds de haut et d'un demi-mille de circuit, le plateau de Mont-Saint Jean est aujourd'hui accessible en pente douce ; le jour de la bataille, surtout du côté de la Haie Sainte, il était d'un abord âpre et abrupt. Le versant-là était si incliné que les canons anglais ne voyaient pas au-dessous d'eux la ferme située au fond du vallon, centre du combat. Le 18 juin 1815, les pluies avaient encore raviné cette roideur, la fange compliquait la montée, et non

seulement on gravissait, mais on s'embourbait. Le long de la crête du plateau courait une sorte de fossé impossible à deviner pour un observateur lointain. Qu'était-ce que ce fossé ? Disons-le. Braine l'Alleud est un village de Belgique, Ohain en est un autre. Ces villages, cachés tous les deux dans des courbes de terrain, sont joints par un chemin d'une lieue et demie environ qui traverse une plaine à niveau ondulante, et souvent entre et s'enfonce dans des collines comme un sillon, ce qui fait que sur divers points cette route est un ravin. En

1815, comme aujourd'hui, cette route coupait la crête du plateau de Mont Saint-Jean entre les deux chaussées de Genappe et de Nivelles ; seulement, elle est aujourd'hui de plain-pied avec la plaine ; elle était alors chemin creux. On lui a pris ses deux talus pour la butte monument. Cette route était et est encore une tranchée dans la plus grande partie de son parcours ; tranchée creuse quelquefois d'une douzaine de pieds et dont les talus trop escarpés s'éroulaient çà et là, surtout en hiver, sous les averses. Des accidents y arrivaient... »

24ème journée D1 togolaise Gbohloe-su s'abrite, Dyto aligne un triple nul

La 24ème journée disputée dimanche 14 et lundi 15 avril 2019, a été déterminante pour les différentes équipes. 22 buts ont été inscrits en 7 matchs. On enregistre 2 victoires à l'extérieur, 4 victoires à domicile et un match nul.



Une action de jeu lors du match

Gbohloe-su 2-0 Sara: match reporté sur lundi pour cause de terrain impraticable suite à une forte pluie, les joueurs de Yenké Claude n'ont pas perdu de vue la cible. La victime du jour est Sara FC de Bafilo qui s'incline à Aného. Gbohloe-su enchaîne donc une deuxième victoire de rang et se donne de l'air au

classement. Sémassi 0-1 ASCK: l'unique but de partie est l'œuvre de Nane Richard sur une passe de Mani Sapol à la 86ème minute. Grâce à cette victoire, l'ASCK se rapproche beaucoup plus du titre. L'ASCK enchaîne donc une 4ème victoire en autant de matchs face à Sémassi depuis son accession à l'élite du football togolais il

y a pratiquement 2 ans. Dyto 1-1 Anges: l'autre match reporté sur lundi. Les Robots rouges, depuis 3 journées, ne font que du surplace au classement. Dyto aligne un 3ème match nul en autant de matchs. Le dernier en date est celui face aux Anges sur le terrain de l'Etat-major de Lomé. Anges, de son côté, aligne une deuxième rencontre sans victoire après sa série incroyable de 6 victoires d'affilée.

Gomido 1-1 Koroki: les Show boys renouent avec la victoire à domicile grâce à cette victoire arrachée devant Koroki. Le doublé de Toudji Messan permet à son équipe de prendre le dessus et d'envoyer le public de Kpalimé au firmament. L'AS TOGO-PORT, à Atakpamé, surprend Gbikinti sur le score de 3-2; sur ce même score, l'AS OTR, au Stade Municipal de Lomé, plonge Foadan en D2; Au stade du RPC de Kara, les Messagers de Fiokpo, Maranatha ont perdu leurs papiers devant les jaunes et noirs de Kara Askô 0-4.

Attipoe Edem Kodjo

Lomé urban race Du grand spectacle en vue pour cette deuxième édition

Après une première édition réussie, l'Association togolaise des Sports mécaniques (ATSM) et son partenaire Xtrem Events, tiennent une deuxième édition du Lomé Urban race le mois prochain.



La piste d'arrivée

Un spectacle de démonstration et de concours d'amoureux de sports mécaniques en bordure de mer, dans la capitale togolaise. Il s'agit pour l'ATSM de « mettre en avant les talents existants au Togo dans le domaine des sports mécaniques et de créer des passerelles vers les manifestations qui verront les champions de demain ».

Au menu, des compétitions de Drag Race 400 et de Gymkhana en auto, moto et chez les Zemidjans (taxi motos), nouveauté de cette édition. Sans oublier les exhibitions « Stunt Show » et « Drift show ». Des autos de 6, 8 et 12 cylindres ainsi que des motos de 600 cc et 1000 cc sont attendus sur l'événement. Divers prix sont prévus pour les participants.

Le Lomé Urban race 2019 aura lieu le 5 mai prochain. Les organisateurs attendent près de 3000 spectateurs.

Source: africatoports.com

FTF

Lancement d'appel d'offres d'un DTN

La Fédération togolaise de football (FTF) a lancé la semaine dernière, un appel d'offres pour le recrutement d'un Directeur technique national (Dtn) pour remplacer Elitcha Kodjo Lanou qui est arrivé au terme de son contrat. Quels sont les critères requis pour être candidat ?



Le métier de directeur technique national requiert plusieurs qualités pour réussir la mission. Il s'agit entre autres d'une technicité de très haut niveau dans la spécialité sportive. Au-delà d'un sens aigu du leadership pour

tisser un lien fort avec les interlocuteurs le candidat doit disposer d'une grande capacité d'adaptation car l'interlocuteur et l'environnement peuvent changer à tout moment. En tant que manager et entraîneur, le futur DTN

doit avoir un excellent sens pédagogique et relationnel et une bonne capacité d'analyse et d'expertise sportive lui permettant de repérer les nouveaux talents, d'entraîner les cadres, les arbitres et de former les futurs champions.

Par ailleurs, le Directeur technique national travaille sous l'égide du président de sa fédération et du ministère des Sports. A la fois leader, gestionnaire, manager, négociateur ou entraîneur, il joue de nombreux rôles pour faire avancer une discipline sportive. Il a pour rôle d'assurer le développement des relations avec le président de la fédération et les élus. Il participe à la planification de la politique fédérale et veille à son application. En tant que conseiller technique, il émet aussi son avis concernant la délivrance des titres sportifs aux acteurs du sport.

J. A

Tour cycliste du Togo 2019 L'Allemand Julian Hellman remporte le maillot jaune

L'édition 2019 du Tour international cycliste du Togo s'est achevée le dimanche dernier comme prévu à Lomé. Le maillot jaune de cette année est revenu à l'Allemand Julian Hellman de Team Embrace the world.

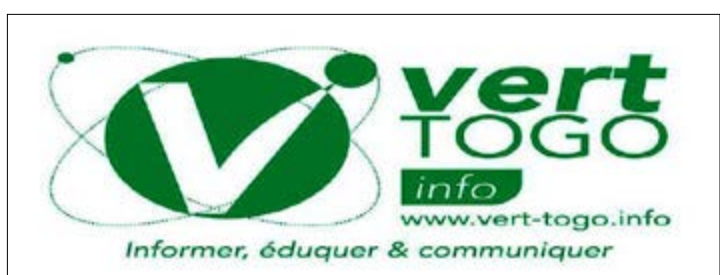


Julian Hellman

Julian Hellman s'était emparé du maillot jaune jeudi dernier à l'issue de la 3ème étape remportée par le Burkinabé Paul Daumont. C'est dans la capitale togolaise que s'est clôturé le Tour du Togo 2019 avec un succès de Tobias Tetzlaff (Embrace the world) en 30 mn 23s. Celui-ci devance le Burkinabé Bachirou Nikiema et le Belge Kim Devroye. Au classement général, Hellman remporte le classement général avec 18 secondes d'avance sur le Burkinabé Paul Daumont. Le Belge Sam van de Mierop complète le podium à 28 sec du leader. Cependant, le premier Togolais, Hamza Assoumanou, se classe 19ème au général à 24 min 52 s du maillot jaune.

Par ailleurs, le Tour international cycliste du Togo 2019 a été perturbé samedi par une manifestation politique organisée par les militants du Parti national panafricain (PNP). Cette présentation a conduit à l'annulation de la 4ème étape de la course.

Justin Amaah



Journées portes ouvertes

Trois jours d'enseignement et de partage sur les métiers de la mer

Le ministère des Infrastructures et des Transports, en collaboration avec celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a officiellement lancé hier mardi 16 avril 2019, à l'Université de Lomé, la première édition des Journées portes ouvertes (JPO) sur les métiers de la mer. Les Journées portes ouvertes sur les métiers de la mer s'étendent sur trois jours, du 16 au 18 avril 2019. Trois jours d'exposition, d'enseignement et de partage entre étudiants et professionnels du domaine maritime, dans la perspective de faire connaître aux étudiants, les différentes opportunités et métiers liés à la mer et susciter en cette jeunesse togolaise, l'engouement d'y faire carrière. En ce sens, plusieurs activités sont programmées.



Le présidium du lancement des JPO sur les métiers de mer

« Les métiers de la mer, quelles opportunités pour la jeunesse togolaise ? », thème de ces JPO sur les métiers de la mer, en dit déjà long sur les intentions et les défis des ministères initiateurs de cet événement qui consistent à apporter une réponse à cette interrogation à travers un événement de découverte des métiers de la mer. Patronnées par le chef de l'Etat

Faure Gnassingbé, les Journées portes ouvertes sur les métiers de la mer répondent à l'axe 1 du Plan national de développement (PND) : ériger le Togo comme hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région. 38 pays africains sur les 54 sont côtiers et 90% des échanges commerciaux s'effectuent par voie maritime. Auteur

du lancement officiellement de ces JPO sur les métiers de la mer, le professeur Koffi Akpagana, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a insisté sur la valeur que revêtent ces journées portes ouvertes et le profit que pourrait tirer la jeunesse togolaise. « La mer est un fort pôle stratégique dans le commerce et la mise en œuvre du PND (...) Ces JPO marquent

un bon point de départ pour le jeune Institut des métiers de la mer (...) C'est le lieu de saluer le travail volontariste du gouvernement togolais, à faire du Togo une référence (...) La jeunesse doit véritablement profiter de la présence des cadres des métiers de la mer », a déclaré le ministre Koffi Akpagana.

En effet, l'Université de Lomé a en son sein, depuis le 22 mai 2018, un Institut des métiers de la mer (I2M). L'ouverture officielle de l'établissement a été faite par l'ancien ministre en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Octave Nicoué Broohm, en présence des autorités universitaires et du directeur général du Port de Lomé, le contre-amiral Fogan Adegnon. Les deux personnalités ont d'ailleurs honoré cette couverture des JPO, de leur présence. « Nous donnons l'occasion aux apprenants de découvrir les opportunités d'emploi liées aux métiers de la mer. Nous espérons que

les étudiants prennent conscience des autres offres qui existent », a affirmé Hubert Bakai, directeur des Affaires maritimes. Les deux premiers jours de ces JPO sont consacrés à des présentations sur les métiers de la mer, à la visite des stands dans lesquels sont exposés les équipements et matériels usuels dans le domaine maritime. Pour Edem Sedjro, capitaine au long cours et pilote expert maritime : « Il faut aussi penser à la création d'une flotte maritime nationale ou entre les pays de la sous-région pour permettre aux futurs diplômés d'être employés ».

Le troisième jour des journées portes ouvertes est réservé à une visite de terrain : découvrir les installations portuaires, visiter les points critiques de la côte togolaise afin de susciter en eux (étudiants, visiteurs) des sujets de recherches et de propositions de solutions pour rendre la côte beaucoup plus viable.

Attipoe Edem Kodjo

PDGM

Lancement de deux licences en Géologie minière et en Chimie analytique à l'Université de Lomé

Marc Ably-Bidamon, ministre des Mines et de l'Energie, a lancé ce mardi 16 avril 2019, la licence professionnelle en Géologie minière et la licence en Chimie analytique Mines et Environnement. C'était au cours d'une cérémonie à laquelle, ont pris part, à l'Université de Lomé, le Groupe de la Banque mondiale, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, représenté par Pr Akpagana, et la coordination du projet.

Cet appui à la faculté des sciences qui forme dans ces parcours Licences dans le cadre du PDGM, est crucial en ce qu'il contribue à la formation d'une nouvelle génération de spécialistes du secteur des mines au Togo, selon la Banque mondiale. Le Professeur Akpagana, représentant le ministre

de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a souligné l'importance de la formation des étudiants dans ces deux filières pour un secteur minier dont le potentiel est énorme. Le ministre, dans le même sens, a souligné que les deux filières formeront les professionnels clés du

secteur minier pour l'administration et les structures minières du secteur public ou privé. Il ajoute que le secteur minier est un levier très important dans la réussite des actions prévues dans le cadre du Plan National de Développement (PND 2018-2022). La cérémonie a été couplée avec la remise des clés des bâtiments des salles de cours et des laboratoires réhabilités de la Faculté des sciences et de celle de deux véhicules (bus et pick-up double cabine).



Marc Ably-Bidamon

Notons que le PDGM vise à garantir une gestion efficace du secteur minier en améliorant, entre autres, la gouvernance du secteur, la transparence

et l'encadrement institutionnel du secteur minier. Il est financé à hauteur de 15 millions \$ par la Banque mondiale.

www.togofirst.com



DEVENEZ ACTEUR DU PND, PARTICIPEZ AU PND TOUR

Vous aimez votre pays, participez au PND TOUR dans votre localité.

Après le lancement officiel du **Plan National de Développement 2018-2022**, le Gouvernement de la République Togolaise vous invite à participer activement au **PND TOUR qui aura lieu à partir du 4 avril 2019.**

Le PND TOUR, c'est un rendez-vous avec le génie de notre pays à travers les potentialités socio économiques de chaque localité, des rencontres avec les forces vives de la nation et les acteurs économiques sur toute l'étendue du territoire national.

C'est aussi l'occasion, d'expliquer aux populations togolaises les enjeux du PND.

Au programme : Présentation du PND, expositions, caravane, rencontres et opportunités d'affaires.

Le PND TOUR, l'occasion de s'impliquer pour le développement du Togo.



Plan National de Développement

Retrouvez toutes les dates du PND Tour sur
www.republiquetogolaise.com ou facebook.com/PresidenceTG